

De la persistance du mensonge et de l'erreur

Au mois d'août 1990 l'armée irakienne de Saddam Hussein envahit et conquiert rapidement le Koweït. Une coalition internationale défait les Irakiens et restitue la souveraineté koweïtienne en 1991. Dès le début de cette guerre les Nations Unies établissent des sanctions internationales contre l'Irak avec un embargo total excepté pour le commerce de produits alimentaires et médicaux. Ces sanctions sont critiquées car censées être peu efficaces et affectant plus la population que le régime (1). Une des conséquences les plus dramatiques de cet embargo est l'augmentation brutale de la mortalité infantile. En 1995 une étude de la FAO montrait que la mortalité infantile avait quintuplé de 1990 à 1995 par rapport aux chiffres de la période précédant les sanctions. Les auteurs ont estimé que cette évolution avait conduit au décès de 576000 enfants (2).

Ce chiffre, repris par les médias et agences de presse, a généré une indignation internationale qui a été suivie par une forte pression pour assouplir ou éliminer les sanctions (3-5). Un programme allégé « pétrole contre nourriture » fut mis en place en 1996, permettant au régime de garder pour lui un tiers des revenus des exportations de pétrole. Ce programme a permis au régime de se renflouer financièrement, et a engendré un réseau de corruption en Irak, s'étendant à de très nombreux pays (dont la Belgique) et jusqu'au sommet des Nations Unies (6). Malgré l'allègement des sanctions, la mortalité infantile est restée très élevée selon les chiffres fournis par le gouvernement irakien ; le Programme alimentaire mondial estimant que la quantité de nourriture importée n'était pas suffisante pour subvenir aux besoins de la population (7). Le coordinateur des Nations Unies pour l'Irak a démissionné en 1998, parlant de génocide (8). En 1999 l'Unicef conduisit une étude démographique montrant une diminution de la mortalité infantile générale, mais une augmentation de la mortalité infantile en dessous de l'âge de 5 ans, avec environ un demi-million de morts excédentaires en dessous de cet âge entre 1991 et 1998 (9). Ces chiffres ont été repris par Amnesty International pour demander la levée des sanctions, sanctions conduisant à la mort d'enfants (10). Human Right Watch s'est joint à ces dénonciations en soulignant que l'allègement des sanctions n'avait pas résolu cette effroyable mortalité et en rappelant la qualification de génocide (11).

Si cette histoire m'intéresse, c'est parce qu'elle résulte d'une manipulation par le régime irakien prise pour argent comptant par la communauté internationale, incluant les agences de presse, les Nations Unies, le Programme alimentaire mondial, la FAO, l'Unicef, Amnesty international, Human Rights Watch et une myriade d'organisations et ONGs humanitaires. Et si cette histoire m'intéresse, c'est parce que les preuves de la manipulation ont été présentées très tôt, se sont accumulées ensuite et ont été superbement ignorées par toutes ces instances qui ont continué à défendre dur comme fer des positions basées sur un mensonge. Jusqu'à ce jour, les sanctions internationales restent critiquées pour ces raisons.

L'auteure principale de la première étude de 1995 est retournée à Bagdad en 1996 et 1997 pour interviewer un échantillon des ménages participants. Elle s'est rendu compte que les réponses différaient de celles obtenues en 1995 par les enquêteurs (recrutés par le

gouvernement irakien) et que ces réponses étaient non fiables. En 1997 elle a publié un rapport montrant que les données sur lesquelles se basait le rapport de 1995 n'étaient pas fiables, et que le chiffre de mortalité était surestimé de plus de 5 fois (12). L'étude de l'Unicef de 1999 publiée en 2000 révélait que l'augmentation de la mortalité d'enfants en dessous de l'âge de 5 ans existait dans la zone contrôlée par le régime alors qu'elle n'existait pas dans la région autonome kurde. Les enquêteurs étaient recrutés par les autorités locales en zone kurde, par le gouvernement irakien dans l'autre (13). Les enquêtes sur la mortalité infantile réalisées après la chute de Saddam Hussein ont révélé qu'il n'y avait pas eu d'augmentation de la mortalité infantile lors des années des sanctions (14). Par contre, les chiffres de mortalité infantile et maternelle étaient en diminution lente et continue. Les chiffres de l'UNICEF ont été corrigés sur son site et les chiffres originaux ont disparu (15). Le même phénomène se retrouve dans les tableaux du Groupe d'estimation de la mortalité infantile des Nations Unies, sans que ces modifications aient reçu une justification quelconque (16). De plus, en 2000 la FAO a publié un rapport sur la disponibilité de nourriture et le statut nutritionnel en Irak (toujours sous sanctions) qui montrait que plus de la moitié de la population était en surpoids ou était obèse (17).

L'ensemble de ces données et rapports montre à suffisance que les allégations de famine, malnutrition et mortalité infantile étaient basées sur des chiffres manipulés. Dans la plupart des cas les enquêtes de base étaient réalisées par du personnel irakien alors que le régime était une dictature autoritaire ayant tout intérêt à exagérer les chiffres de mortalité infantile sur lesquels toute l'émotion mondiale serait chauffée à blanc. L'un des enseignements de cette histoire est que les rapports provenant de zones de conflit ayant comme source une des parties en conflit doivent être l'objet de la plus grande prudence, d'autant plus si cette partie est une dictature assassine où la moindre déviance se paye cher. Par exemple, si une partie dans un conflit accuse l'autre partie de tuer principalement des femmes et des enfants, il s'agit très probablement d'un mensonge.

L'autre enseignement majeur de cette histoire est la sacralisation d'informations lorsqu'elles portent la signature d'organisations internationales prestigieuses. Le fait que des chiffres soient avalisés par les Nations Unies, Amnesty International ou autres, même si leur provenance devrait inspirer le doute ou si ils sont incohérents, annule toute contradiction. Peu importe que les chiffres de base soient le résultat d'une manipulation de la part d'une dictature, une fois que les Nations Unies (ou Amnesty, ou HRW, ou la grande presse) les ont fait siennes, il n'y a plus d'objection possible, alors que les chiffres montrent d'eux-mêmes qu'ils ne reflètent pas la réalité. Il est aussi curieux de constater que ces organisations rechignent à corriger leurs erreurs, ou que, lorsqu'elles les corrigent, elles le font dans la discrétion et sans reconnaître publiquement avoir été trompées. Je retiens enfin que les erreurs et mensonges ont la vie longue. Encore des nos jours les sanctions rencontrent des oppositions farouches des organisations humanitaires dont la plupart se basent sur la fausse augmentation de la mortalité infantile en Irak attribuée aux sanctions dans les années 90. Le mensonge se diffuse facilement. Sa correction est inaudible.

Au mois de mai 2025 Tom Fletcher, secrétaire adjoint aux affaires humanitaires des Nations Unies, a affirmé lors d'une interview à la BBC, que 14000 enfants allaient mourir à Gaza dans

les 48 heures faute de nourriture. Il n'a plus jamais évoqué ce chiffre par après. Personne n'a apporté la moindre évidence en ce sens ni alors ni après. Mais ce titre a fait la une des journaux partout. Monsieur Fletcher se basait sur le fait qu'un organisme des Nations Unies avait estimé que 14100 enfants risquaient de souffrir de malnutrition sévère dans les 11 mois si rien ne changeait (18). Ni Monsieur Fletcher ni le secrétariat des Nations Unies n'ont publié le moindre démenti ni correction. Le secrétaire adjoint des Nations Unies peut déformer des propos jusqu'à l'incohérence la plus totale, jusqu'à en faire un mensonge sans honte et sans correction. Personne n'a jugé ce fait scandaleux ; personne ne s'est étonné, ni a demandé la démission de Monsieur Fletcher. Le même mois de mai, le même Tom Fletcher a évoqué un génocide en parlant de Gaza.

Comparaison n'est pas raison. Rien ne dit qu'on est devant le même phénomène. Mais je me souviens qu'au sujet de la Chine de Mao et ses millions de morts Simon Leys a eu raison contre le monde entier. Non pas pendant, mais seulement après, lorsque la réalité des faits a émergé.

Le document qui m'a fait me replonger dans ces faits provient de l'Université de Bar-Ilan en Israël (19).

Daniel Rodenstein, 2 septembre 2025.

Bibliographie

1 Michaël Lessard, *Les sanctions économiques globales contre l'Irak (1990-2003) étaient-elles compatibles avec le respect effectif de la Charte de l'ONU, des droits humains et du droit international humanitaire ?*, Laval, Institut québécois des hautes études internationales, 13 mai 2004,

2 Zaidi S, Fawzi MC. Health of Baghdad's children. *Lancet*. 1995 Dec 2;346(8988):1485

3 <https://www.nytimes.com/1995/12/01/world/iraq-sanctions-kill-children-un-reports.html>

4 https://www.lemonde.fr/archives/article/1996/01/19/genocide-froid-en-irak_3702311_1819218.html

5 <https://www.humanite.fr/monde/-/lembargo-un-genocide-contre-le-peuple-irakien>

6 https://www.lesoir.be/art/laxisme-belge-dans-le-dossier-petrole-contre-nourriture_t-20110525-01EQZC.html

7 [Campaign Against Sanctions on Iraq \(CASI\)](#)

8 <https://news.cornell.edu/stories/1999/09/former-un-official-says-sanctions-against-iraq-amount-genocide>

9 Mohammad Ali, John Blacker and Gareth Jones, "Annual Mortality Rates and Excess Deaths of Children under Five in Iraq, 1991-98", *Population Studies*, vol.57, issue 2, pp.217-226

10 [mde140061999en.pdf](#)

11 [HRW World Report 1999: Iraq: Human Rights Developments](#)

12 Zaidi S. Child mortality in Irak. *The Lancet* 1997, 350; 1105

- 13 Dyson T. New evidence on child mortality in Irak. Economic and Political Weekly 2009, 44 (2); 56-59
- 14 <https://pmc.ncbi.nlm.nih.gov/articles/PMC5717930/#s4>
- 15 <https://data.unicef.org/country/irq/>
- 16 [CME Info - Child Mortality Estimates](#)
- 17 [FAO GLOBAL INFORMATION AND EARLY WARNING SYSTEM ON FOOD AND AGRICULTURE - WORLD FOOD PROGRAMME](#)
- 18 <https://www.ipcinfo.org/ipc-country-analysis/details-map/en/c/1159597/>
- 19 Debunking the Genocide Allegations: A Reexamination of the Israel-Hamas War from October 7, 2023 to June 1, 2025 Danny Orbach, Jonathan Boxman, Yagil Henkin, Jonathan Braverman. The Begin-Sadat center for strategic studies. Bar Ilan University, August 2025. ISSN 0793-1042